



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EIF TOULOUSE LOGISTIQUE

16-22 avenue Saint Guilan ZAC EUROCENTRE
ZAC Eurocentre
31620 Castelnau-d'Estrétefonds

Références : 2024/0437
Code AIOT : 0006806470

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement EIF TOULOUSE LOGISTIQUE implanté 16-22 avenue Saint Guilan ZAC EUROCENTRE ZAC Eurocentre 31620 Castelnau-d'Estrétefonds. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIF TOULOUSE LOGISTIQUE
- 16-22 avenue Saint Guilan ZAC EUROCENTRE ZAC Eurocentre 31620 Castelnau-d'Estrétefonds
- Code AIOT : 0006806470
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'exploitant ELP Toulouse Logistique exploite une plateforme logistique sur la commune de Castelnau d'Estretfonds (Haute-Garonne) composée de 10 cellules pour un volume global de 654173m³. L'entrepôt dit "OCCILOG I" a été autorisé par arrêté préfectoral du 31 juillet 2008 (rubriques 1510, 1530, 2662 et 2263).

L'exploitant loue les cellules à différents locataires.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'information de la population (A et Enr)		
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
9	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier le respect d'un ensemble de prescriptions techniques relatives à l'activité logistique du site : situation administrative, état des stocks, détection et moyens incendie. Aucune non-conformité n'a été relevée. Des améliorations sont toutefois attendues sur le volet "mise à disposition de l'état des stocks" et des justificatifs doivent être apportés sur les travaux réalisés suite aux derniers rapports de contrôle sur les moyens incendie ainsi que sur le dimensionnement des besoins en eau pour le site. Enfin, l'exploitant devra se prononcer sur les solutions techniques ou organisationnelles qui devront être mises en place à horizon 2026 suite aux conclusions du rapport sur le calcul des flux thermiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;

- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant, la société ELP Toulouse Logistique, représenté par son actionnaire principal, la société CBRE Investment Management, a pu présenter les différents documents administratifs du site OCCILOG I situé à Castelnau d'Estretfonds.

L'exploitant actuel a acquis l'entrepôt en 2015. Les documents administratifs antérieurs ainsi que la majorité des documents techniques antérieurs ont été récupérés et l'exploitant dispose d'un archivage informatique de ces documents (présenté en séance).

L'étude des flux thermiques a été présentée. La fiche de constat n°14 traite ce sujet.

L'exploitant indique ne pas avoir eu de visite de l'assureur, sur ce site, depuis plusieurs années.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

L'entrepôt OCCILOG I a été autorisé par arrêté préfectoral du 31 juillet 2008 et construit en 2 phases. Il se compose d'un seul bâtiment unique de 10 cellules pour un volume global de 654 173 m³, soumis à autorisation en 2008 pour chacune des rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663.

Les cellules sont toutes indépendantes et sont louées à différents locataires.

Suite à la parution décret du 24/09/2020 qui prévoit le regroupement des rubriques 1510-1511-1530-2662-2663 au sein de la rubrique 1510 et à la modification du seuil d'autorisation de la rubrique 1510, l'exploitant a transmis un courrier de demande de bénéfice de l'antériorité le 21 décembre 2021.

<p>L'exploitant actuel a acquis l'entrepôt en 2015. Une lettre préfectorale du 10 décembre 2015 acte ce changement d'exploitant (EIF Toulouse Logistique).</p> <p>Depuis, par courrier du 18 novembre 2022, l'exploitant a sollicité un changement de dénomination au profit de la société ELP Toulouse Logistique.</p> <p>L'inspection des installations va prendre acte de ces deux demandes et actualiser le nom et la situation administrative de l'entrepôt OCCILOG I dans les prochaines semaines par le biais d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter un état des stocks global et les états des stocks des différents locataires actuels du site.</p> <p>La tenue à jour de l'état des stocks est déléguée à chaque locataire.</p> <p>Actuellement, 5 locataires différents occupent les 10 cellules de l'entrepôt OCCILOG I. Les 5 locataires ont été rencontrés lors de la visite. Ils ont chacun pu présenter un état des stocks à jour.</p> <p>Les états des stocks, tels que transmis post inspection par mail du 18 juillet 2024, répondent aux</p>

exigences de cet article. Les tonnages sur les rubriques 4XXX sont très faibles (rubriques non classées) et concernent un unique locataire.

Sur l'état des stocks du locataire des cellules 7 à 10, la mention des numéros de cellules doit être ajoutée pour répondre complètement aux attentes de cet article. Ce locataire est également en cours d'installation dans la cellule 1.

Les états des stocks sont mis à jour toutes les semaines et disponibles sur demande auprès de chaque locataire ou laissé à disposition, dans la cellule, hors heures ouvrées.

Hors heures ouvrées, à l'heure actuelle, seul un des locataires, met à disposition son état des stocks au poste de garde du site. Dans ce local, sont également disponibles le Plan de Défense Incendie et le plan du site.

Pour les autres, il faut entrer dans la cellule pour le récupérer.

L'exploitant réfléchit à une « boîte aux lettres » commune dans laquelle tous les locataires laisseraient leur état des stocks et qui seraient ainsi disponibles pour le SDIS en cas d'intervention sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, répondre aux exigences de disponibilité pour les services d'incendie et de secours prévues dans cet article et tenir informée l'inspection des installations classées des dispositions prises.

L'état des stocks du locataire des cellules 7 à 10 doit, sous 3 mois, être amélioré pour indiquer les numéros de cellule et mis à jour pour intégrer la cellule 1. Un exemplaire de l'état des stocks mis à jour sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques

<p>particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les états des stocks présentés, et notamment dans celui du locataire stockant des produits classables (mais avec des tonnages en dessous des seuils de déclaration) dans des rubriques 4XXX, les informations attendues dans cet article sont bien présentes.</p> <p>Pour la disponibilité en crise, voir les demandes formulées dans la fiche de constat n°3.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les états des stocks de chaque locataire, tels que transmis post inspection, par mail du 18 juillet 2024, répondent (sous réserve de la prise en compte de la demande formulée dans la fiche de constat n°3 sur l'amélioration de l'état des stocks du locataire des cellules 7 à 10 et futur locataire de la cellule 1) aux attentes de vulgarisation de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p>

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Au regard de la typologie des produits stockés (tout venant 1510) et des très faibles tonnages de produits dangereux (en dessous des seuils de déclaration pour les rubriques concernées), cet article est sans objet pour l'entrepôt OCCILOG I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

<p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de la majorité des cellules du site (sauf la cellule 1 en cours de déménagement), il a été constaté différentes typologies de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en rack • en masse • des cellules aménagées pour des activités autres • il n'y a pas de stockage en mezzanine <p>Les examens réalisés par sondage n'ont pas permis de détecter de situations en écart avec les exigences de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un seul locataire stocke des produits inflammables. Il s'agit exclusivement de produits H226. Le jour de la visite, 70 kg de produits H226 étaient stockés. Tous les contenants sont inférieurs à 30L.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que tout l'éclairage a été changé en 2023 et passé sur du LED.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
Constats : <p>Les cellules disposent d'une détection incendie linéaire dans toutes les cellules. Cette détection a été installée à la construction. L'exploitant actuel ne dispose pas du certificat N7 (certificat délivré à l'installation d'une détection automatique incendie) pour justifier de la pertinence de son dimensionnement. Le rapport du dernier contrôle réalisé au mois de mars 2024 a été consulté. Les alarmes (sonore et visuelle) fonctionnent, quelques travaux sont proposés avec devis.</p> <p>Toutefois, toutes les cellules disposent également d'un système d'extinction automatique qui</p>

joue le rôle de détection automatique incendie. Le détail des contrôles réalisés sur ce système est présenté dans la fiche de constat n° 11.

Les portes coupe-feu sont munis d'un système autonome qui permet, sur détection incendie située juste au-dessus de la porte, d'entraîner la fermeture de celle-ci (système détecteur autonome déclencheur dit « DAD »). Le rapport du dernier contrôle réalisé en mars 2024 a été présenté. Toutes les portes sont considérées comme en bon état de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus,

installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de l'inspection, les différents moyens de lutte contre l'incendie ont été examinés :

- **les poteaux incendie** : Le site dispose d'un réseau interne de poteaux alimentés sur le réseau public. Un deuxième réseau de poteaux incendie (externe) est également disponible, alimentés également par le réseau public. L'exploitant a présenté le contrôle du fonctionnement simultané de 4 poteaux incendie du réseau interne.
- **les extincteurs** : chaque locataire est responsable du contrôle annuel des extincteurs présents dans la (ou les) cellule(s) louée(s). Le dernier rapport de contrôle réalisé par un des locataires a été présenté ; Les autres rapports (non examinés) étaient présents dans le dossier informatique de l'exploitant
- **les robinets incendie armés** : le dernier rapport de contrôle daté de décembre 2023 a été vu. Quelques demandes sont formulées ; un devis a été proposé et accepté.
- **le système d'extinction automatique** : il est installé dans toutes les cellules. Le dernier rapport de contrôle daté de décembre 2023 a été consulté. Plusieurs remarques sont formulées. L'exploitant a présenté les devis signés pour les travaux à réaliser. Le local technique a également été vu lors de la visite. Le système est composé de 2 groupes motopompe diesel, une pompe jockey et deux réservoirs d'eau de 1 060 m³ et 610 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, sous 3 mois, les justificatifs des travaux réalisés sur le système d'extinction automatique et les RIA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Le document technique D9 est présent dans le dossier de demande d'autorisation initial. Le calcul réalise conclut à un besoin de 360 m³/h pendant 3 heures, soit un volume d'eau nécessaire de 1 080 m³.

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis une mise à jour du dimensionnement des besoins en eau, toujours basé sur la D9, qui conclut à un besoin de 270 m³/h pendant 2 heures, soit un volume d'eau nécessaire de 540 m³.

Le contrôle simultané des 4 poteaux incendie montre que le débit disponible est de 295 m³/h. Cela répond aux nouveaux besoins calculés.

De plus, le site dispose d'une réserve d'eau indépendante de 360 m³ sur laquelle des raccords pompier sont installés pour compléter les moyens disponibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral du site est prévue (cf. fiche de constat n°2).

Il est attendu, dans ce cadre, que l'exploitant transmette des éléments pour expliquer les écarts de calcul entre les 2 documents D9 existants, apporte les justificatifs pour modifier l'arrêté

d'autorisation si besoin (dans l'AP, il est bien mentionné 1 080 m ³ d'eau nécessaire) et sollicite la mise à jour de l'arrêté préfectoral sur ce point (et sur d'autres points si besoin).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de</p>

secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : L'exploitant dispose d'un Plan de Défense Incendie (PDI). La dernière version de ce PDI (novembre 2021) a été transmise à l'inspection des installations classées. Ce plan a été examiné. Il répond globalement aux exigences de cet article. Les différents plans et schémas d'alerte (en heures ouvrées et hors heures ouvrées) sont présents. Ce plan présente aussi les dispositions relatives à la présence de panneaux photovoltaïques (toitures des cellules 1 à 4) et en cas de panne du système d'extinction automatique incendie. Ce plan a été transmis aux pompiers. Il est disponible dans le local du poste de garde.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : Une étude des flux thermiques répondant aux attentes de cet article a été réalisée en juin 2023. Cette étude a été transmise à l'inspection des installations classées. Cette étude démontre que les flux de 8 kW/m ² calculés, avec une palette type 1510 , pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG, compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées, ne sortent pas des limites de propriétés. En revanche, les mêmes modélisations, réalisées avec une palette type 2662 (plastiques) montrent, que dans le cas de l'incendie de la cellule 1, les flux thermiques 8 kW/m ² sortent des limites de propriété. Lors de l'inspection, il est rappelé à l'exploitant que cette situation ne pourra perdurer au-delà de

2026 conformément aux textes en vigueur. L'exploitant doit réfléchir aux solutions techniques ou organisationnelles à mettre en place pour satisfaire à ces obligations réglementaires à horizon 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 3 mois, informer l'inspection des installations classées soit des décisions prises vis-à-vis de cette situation soit du calendrier prévu pour traiter ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois